Le gouvernement du Burundi serait désormais prêt à tout

@rib News, 13/03/2013 Faute de liquidités, Bujumbura se retrouve dos au mur Par Ntabarirwa Ladislas Après les élections de 2010 au Burundi que beaucoup de gens ont qualifié de holdup, il s'en est suivi, une véritable chasse à l'homme qui visait surtout les membres de l'opposition. Aussi, plusieurs milliers de burundais qui ont eu la chance de ne pas être tués ont été contraints à l'exil, y compris certains hommes et femmes des partis politiques de l'opposition. Immédiatement, les bailleurs de fonds ont fermé les robinets. Aujourd'hui, la situation est telle qu'un dollar américain s'échange contre près de 1.800 Fbu, alors que quand Nkurunziza a pris le pouvoir, il s'échangeait contre 1.000 Fbu selon plusieurs analystes, si la situation continue ainsi, il n'est pas exclu qu'un dollar américain puisse s'échanger contre 2.200 Fbu, d'ici la fin de l'année ! Cela inquiète les autorités du pays au point que la situation a été mise au sein du fameux conseil de sécurité burundais !

Ainsi, la première conséquence de cette dévaluation de la monnaie burundaise est que les prix des denrées de première nécessité montent comme jamais. Et pire encore, pour essayer de joindre les deux bouts du mois, le gouvernement n'a pas aussi d'autres choix que de revoir à la hausse les taxes, avec comme effet d'augmenter les tarifs des produits de première nécessité. Pendant que le prix du sucre vient d'être majoré de 350 Fbu, celui du carburant vient de subir également une hausse de 50 Fbu. Sans nul doute que cela ne devrait pas tarder à avoir un impact sur les autres produits. En d'autres termes, cette augmentation voudrait dire que chaque famille qui vit sur le territoire burundais doit désormais prévoir pas moins de 30.000 Fbu supplémentaire sur son budget, destinés à entretenir ses dirigeants ! L'incendie du marché central de Bujumbura que le ministre de l'intérieur (Edouard Nduwimana) attribue à une volonté divine bénédiction au pays, n'est pas venu arranger les choses. Aujourd'hui, la situation tend vers le semblable à celui du Zimbabwe. Selon plusieurs burundais, il devient de plus en plus difficile de faire la différence entre le Burundi et le royaume de Satan ! Ceux qui sont dans les prisons vivraient mieux parce qu'ils sont nourris et logés par l'Etat ! Le dos au mur, le gouvernement de Bujumbura serait désormais prêt à tout, pour avoir l'argent. Comme les dernières promesses des bailleurs de fonds vers la fin de l'année passées tardent à se concrétiser, le ministre burundais des Finances aurait désormais l'ambition de « tout taxer y compris les cadavres » ! On ne blague pas avec les DD ! Dans le souci de colmater les brèches financières, les petits seigneurs de Bujumbura passent leur temps sur Radio France Internationale (RFI), dans l'espoir d'entendre un pays africain qui serait entrain de s'embraser. Autrement sont nombreux à prier matin, midi et soir pour qu'il y ait plus de guerres et conflits en Afrique, afin qu'ils puissent y envoyer des milliers de militaires, synonymes de plusieurs dollars. Que les militaires burundais se fassent tuer n'est pas le grand problème. L'important est qu'ils puissent plutôt apporter quelques devises, qui manquent tant au pays. De l'autre côté, on a peur que la manifestation hebdomadaire des journalistes puisse faire tâche d'huile et affecter tout le pays comme au printemps arabe, le gouvernement de Bujumbura vient d'autoriser la libération du journaliste Hassan Ruvakuki, qui était censé passer 3 ans en prison (perpétuité au départ, pour avoir interrogé un chef rebelle !). Dans le souci d'inviter les bailleurs de fonds à rouvrir les vannes, les petits seigneurs de Bujumbura multiplient les gestes envers la communauté internationale. L'ancien maire de la ville de Bujumbura (Maire Ndayirirwa Giswaswa) est désormais locataire de la prison centrale de Bujumbura. A supposer que ce soit vrai qu'il ait détourné les fonds publics comme on a l'intention d'intoxiquer la communauté nationale et internationale, l'a-t-il fait seul ou bien n'est-il tout simplement pas victime d'un tutsi comme Sésé, Ndayizamba, Maître Ruyikiri, Kadege Alphonse-Marie, Niyonzima Doko, Guérilleros, ou encore le patron de Sogemac, etc. ? Selon plusieurs analystes, l'objectif de cet emprisonnement est de montrer que les choses sont entrain de changer sur le plan de la lutte contre la corruption et le détournement des biens publics. Il paraît même que l'ancien Directeur Général de l'Air Burundi aurait reçu une promesse d'être relâché, dès que l'argent sera disponible dans le pays. En plus de cette comédie digne des services de renseignement burundais, une union à l'intention des acteurs politiques burundais se tient à Bujumbura, sous l'égide des Nations Unies et sur demande de Bujumbura. Mais, malheureusement les conclusions de ce dialogue à huit clos des sourds-muets, risquent d'être sans effets surtout que parmi les grands absents de cette négociation, il y a le Président Nkurunziza et Adolphe Nshimirimana (le fondateur et argentier des Imbonerakure) ainsi que Léonard Nyangoma et Agathon Rwasa (tous deux anciens maquisards et actuellement opposants au pouvoir de Bujumbura). Ces deux derniers conditionnent leur participation à ces débats, au démantèlement des milices affiliées au parti au pouvoir CNDD-FDD, la réforme profonde des institutions de sécurité et surtout le service des renseignements (à l'origine de tous les maux que connaît le pays) ainsi que la redistribution de leurs partis politiques. Mais, le gouvernement de Bujumbura ne l'entend pas de cette oreille. Pour preuve, pendant que la discussion des politiciens se tient, les rivières du Burundi déversent encore des corps appartenant aux membres des partis politiques de l'opposition. Le parti MSD d'Alexis Sinduhije se voit aussi interdire d'organiser un meeting à Kayanza. Une preuve de plus que les libertés publiques sont loin d'être une réalité au Burundi. Pendant ce temps, plus de 3/4 de burundais mangent 1 fois par jour, exceptés les hauts dignitaires qui vivent dans l'opulence et l'indifférence totale. Pour beaucoup d'analystes l'explosion sociale ne devrait pas tarder surtout que dans quelque temps le gouvernement ne sera plus en mesure de payer les salaires !